

N° 5217²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI**concernant l'accès du public à l'information
en matière d'environnement**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DES EMPLOYES PRIVES**sur le projet de loi et le projet de règlement grand-ducal déterminant
la taxe à percevoir lors de la présentation d'une demande en obten-
tion d'une information relative à l'environnement**

(3.12.2003)

Par lettre du 22 septembre 2003, réf. CF/sf, Monsieur Eugène Berger, secrétaire d'Etat à l'Environnement, a soumis les projets de loi et de règlement grand-ducal sous rubrique à l'avis de la Chambre des Employés Privés.

1. Le présent projet de loi a pour objet de garantir le droit d'accès aux informations environnementales détenues par les autorités publiques pour favoriser une plus grande sensibilisation aux questions d'environnement.

Il veille également à assurer une mise à disposition et une diffusion systématique aussi large que possible des informations environnementales auprès du public, si possible au moyen des technologies de télécommunication informatique et des technologies électroniques.

Le projet transpose en droit national la directive 2003/4/CE concernant l'accès du public à l'information environnementale qui étend le niveau d'accès prévu par la directive 90/313/CEE transposée par une loi du 10 août 1992.

Le projet tient compte des évolutions au niveau des technologies de l'information ainsi que des dispositions du 1er volet de la Convention d'Aarhus qui vise à promouvoir l'éducation écologique.

Le projet de règlement grand-ducal attaché au projet de loi a pour objet de déterminer la taxe à percevoir lors de la présentation d'une demande en obtention d'une information environnementale.

2. Les principes directeurs de la législation communautaire sont les suivants:

- droit d'accès aux informations environnementales détenues par les autorités publiques sans devoir faire valoir un intérêt;
- diffusion la plus large possible auprès du grand public de l'information environnementale, notamment via les technologies de l'information et des communications;
- définition de l'information environnementale de manière très large;
- élargir la définition de l'autorité publique à toutes les administrations aux niveaux national, régional et local. Sont également visés les organismes détenant des informations pour le compte des autorités publiques;
- mise à disposition des informations demandées le plus rapidement possible et sous des formes facilement reproductibles et accessibles par des moyens électroniques. Les informations doivent être intelligibles, précises et comparables;
- possibilité d'un recours administratif ou juridictionnel contre les actes ou omissions d'une autorité publique en relation avec une demande;

- subordination de la communication d'informations environnementales au paiement d'une redevance raisonnable.

Accès sur demande aux informations environnementales

3. La Chambre des Employés Privés accueille favorablement l'extension de la définition de l'information environnementale incluant toute information qui concerne l'état de santé humaine, la sécurité des personnes (contamination de la chaîne alimentaire) et les conditions de vie des personnes.

Une précision importante concerne le fait que le droit d'accès couvre également les informations conservées physiquement pour le compte d'autorités publiques par d'autres entités.

4. Les autorités publiques sont obligées de fournir à tout demandeur, sans que celui-ci ne doive faire valoir un quelconque intérêt, les informations environnementales qu'elles détiennent ou qui sont détenues pour leur compte.

Les données doivent être à jour, précises et comparables.

Le projet soumis pour avis précise que la mise à disposition d'une information revendiquée doit se faire:

- dès que possible, mais au plus tard dans le mois qui suit la réception de la demande;
- dans les deux mois qui suivent la réception de la demande si le volume et la complexité de l'information sont tels que le délai d'un mois ne peut être respecté. Dans ce cas de figure, le demandeur doit être informé avant la fin du délai d'un mois de la prolongation du délai et des motifs de cette prolongation.

La CEP•L salue le fait que le délai de réponse est raccourci en principe à un mois.

5. Elle approuve également que l'introduction de l'obligation de mettre à disposition l'information sous la forme ou le format demandés, à moins que l'information soit disponible sous une autre forme ou un autre format facilement accessibles ou à moins que l'autorité publique a des raisons de préférer mettre l'information à disposition autrement.

Les autorités sont obligées de faire des efforts raisonnables pour conserver les informations environnementales dans des formats facilement reproductibles et accessibles par des moyens de télécommunication informatique ou autres voies électroniques.

6. En outre, les autorités publiques responsables sont tenues d'informer le public de façon adéquate des droits naissant du présent projet de loi et de les aider à accéder à l'information recherchée qui doit être tenue à jour de manière conséquente.

Déroptions au droit d'accès aux informations environnementales

7. Une demande d'information environnementale peut être rejetée dans les cas suivants:

- l'autorité publique ne détient pas l'information demandée. Si elle sait quelle autre autorité détient l'information demandée, elle transmet la demande à celle-ci et en informe le demandeur ou elle indique au demandeur l'autorité détentrice de l'information recherchée;
- la demande est abusive;
- la demande est formulée de manière trop générale;
- la demande concerne des documents inachevés;
- la demande concerne des communications internes.

8. En outre, une demande peut être rejetée, si la divulgation de l'information demandée risque de porter atteinte:

- à la confidentialité des délibérations des autorités publiques;
- aux relations internationales, à la sécurité publique ou à la défense nationale;
- à la bonne marche de la justice;
- à la confidentialité des informations commerciales ou industrielles;

- à des droits de propriété intellectuelle;
- à la confidentialité des données à caractère personnel si la personne concernée n'a pas consenti à la divulgation de ces informations au public;
- aux intérêts de toute personne qui a fourni les informations demandées sur une base volontaire;
- à la protection de l'environnement auquel se rapportent ces informations.

9. Les motifs de refus sont à interpréter de manière restrictive, c'est-à-dire que l'accès à l'information doit être accordé lorsque l'intérêt général est supérieur à l'intérêt protégé par la confidentialité.

10. Les informations peuvent être mises partiellement à disposition du demandeur lorsqu'il est possible de dissocier les informations possédant une des caractéristiques énumérées ci-dessus des autres informations demandées.

Modalités d'accès aux informations environnementales

11. La mise à disposition des informations relatives à l'environnement est gratuite par l'accès aux registres ou listes publics et par la consultation sur place.

Sous réserve que la reproduction ne nuise pas à la conservation du document, des copies en un seul exemplaire peuvent être délivrées aux frais du demandeur.

Cette taxe est fixée à 10 cents par page photocopiée par le projet de règlement grand-ducal joint au présent projet de loi.

Il est interdit de reproduire, de diffuser ou d'utiliser à des fins commerciales les informations environnementales communiquées sur base du présent projet de loi.

Diffusion des informations environnementales

12. Le projet de loi prévoit que les autorités publiques doivent organiser une diffusion active et systématique des informations environnementales au public, notamment via les technologies de télécommunication informatique et les technologies électroniques.

Il s'agit d'établir progressivement des bases de données électroniques facilement accessibles par le biais des réseaux de télécommunications publics.

13. La diffusion active concerne les informations suivantes:

- les textes des traités, conventions et accords internationaux, ainsi que les dispositions législatives et réglementaires concernant l'environnement ou s'y rapportant;
- les politiques, plans et programmes qui ont trait à l'environnement;
- les rapports nationaux sur l'état d'avancement de la mise en oeuvre des dispositions en matière d'environnement ainsi que les rapports sur l'état de l'environnement. Ces derniers doivent être établis à des intervalles réguliers ne dépassant pas quatre ans;
- les données ou résumés des données recueillies dans le cadre du suivi des activités ayant ou susceptibles d'avoir des incidences sur l'environnement;
- les autorisations ayant un impact significatif sur l'environnement;
- les études d'impact environnemental et les évaluations de risques concernant les éléments de l'environnement.

14. En cas de menace imminente pour la santé humaine ou l'environnement, sauf dans les cas de dérogations prévues par le présent projet, toutes informations détenues par les autorités publiques et susceptibles de permettre à la population concernée de prendre des mesures pour atténuer le dommage résultant éventuellement de cette menace, sont diffusées immédiatement.

15. En ce qui concerne le rapport national à établir de manière régulière sur l'état de l'environnement, la Chambre des Employés Privés se demande qui sera l'autorité responsable pour l'élaboration de ce rapport. Le projet ne donne aucune précision sur la réalisation d'un tel rapport, ni quant à ses auteurs, ni quant à son contenu.

16. La Chambre des Employés Privés approuve les présents projets de loi et de règlement grand-ducal.

• L'avis a été élaboré par la Commission économique de la CEP•L qui est composée de: Jos Kratochwil, Président; Sylvain Hoffmann, Rapporteur; les membres: Lex Breisch, Norbert Conter, Marie-Jeanne Demuth, Sigg Farys, Fernand Gales, Marc Glesener, Jean-Paul Laplanche, Gaby Schaul-Fonck, Fernand Schott, Marc Spautz, Robert Weber, Denise Weber-Ludwig et Nico Wennmacher.

La Commission Economique s'est réunie en dates des 14 octobre, 4 novembre et 21 novembre 2003.

L'avis a été adopté à l'unanimité des membres présents lors de l'assemblée plénière du 3 décembre 2003.

Luxembourg, le 3 décembre 2003

Pour la Chambre des Employés Privés,

Le Directeur adjoint,
Norbert TREMUTH

Le Président,
Jos KRATOCHWIL